

SOMMET DE JOHANNESBURG 2002



PROFIL DU NIGER



NATIONS UNIES

INTRODUCTION - RECUEIL DES PROFILS DE PAYS 2002

Le programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro en 1992, a souligné le rôle important que les États devaient jouer dans sa mise en oeuvre au niveau national. Il y était recommandé que les États envisagent d'établir des rapports nationaux et de communiquer les informations y figurant à la Commission du développement durable, notamment à propos des activités entreprises pour mettre en oeuvre Action 21, des obstacles et problèmes auxquels ils se heurtaient, et de toute autre question liée à l'environnement et au développement qu'ils jugeaient pertinente.

Les gouvernements ont donc commencé à préparer en 1993 des rapports nationaux pour les soumettre à la Commission. Après avoir suivi cette pratique pendant deux ans, la Commission a décidé qu'il serait utile de disposer d'une version abrégée des rapports nationaux présentée jusqu'alors. En 1997, son secrétariat a publié le premier recueil des profils de pays à l'occasion de la révision quinquennale du Sommet Planète Terre (Rio +5). Y sont résumés, pays par pays, tous les rapports nationaux soumis entre 1994 et 1996; chaque profil faisait le point des progrès réalisés au titre de chacun des chapitres du programme Action 21.

Les profils de pays ont les objectifs suivants:

- Aider les pays à suivre leurs propres progrès;
- Partager leurs expériences et leurs informations avec d'autres;
- Servir de mémoire institutionnelle pour suivre et consigner les mesures adoptées au plan national afin de mettre en oeuvre Action 21.

Un deuxième recueil de profils de pays sera publié à l'occasion du Sommet mondial pour le développement durable qui aura lieu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002. Chaque profil porte sur les 40 chapitres d'Action 21, ainsi que sur les questions dont la Commission a traité séparément depuis 1997, notamment le commerce, l'énergie, les transports, le tourisme durable et l'industrie.

Les profils de pays 2002 fournissent l'aperçu le plus complet à ce jour de l'état de mise en oeuvre au niveau national des recommandations contenues dans le programme Action 21. Chaque profil est basé sur des informations mises à jour à partir de celles contenues dans les rapports nationaux présentés chaque année par les gouvernements.

Préparer des rapports nationaux est rarement chose facile. Mais il peut être productif et gratifiant de faire le point de ce qui a été réalisé en renforçant la communication, la coordination et la coopération entre divers organismes, institutions et groupes nationaux. Il faut espérer que les informations contenues dans ce recueil de profils de pays seront des outils précieux pour tirer les leçons de l'expérience et des connaissances acquises par chaque pays dans sa quête du développement durable.

NOTE A L'INTENTION DES LECTEURS

La série des aperçus de programmes de pays de 2002 présente des informations sur la mise en oeuvre d'Action 21 par pays et par chapitre (à l'exception des chapitres 1 et 23, qui constituent des préambules). Depuis la tenue de la Conférence de Rio en 1992, la Commission du développement durable a expressément examiné des questions qui ne faisaient pas l'objet de chapitres distincts dans Action 21. Ces questions, le commerce, l'industrie, l'énergie, les transports et le tourisme durable, sont donc traitées dans des sections distinctes dans les aperçus de programmes de pays. Les renseignements visant plusieurs chapitres d'Action 21 étroitement liés, par exemple les chapitres 20 à 22, qui traitent de la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, des déchets solides et des déchets radioactifs, respectivement, ou les chapitres 24 à 32, qui portent sur le renforcement du rôle des principaux groupes, figurent sous le même intitulé. Enfin, les informations se rapportant aux chapitres 16 et 34, qui traitent le premier de la gestion écologiquement rationnelle des biotechniques, le second du transfert de techniques écologiquement rationnelles, de la coopération et de la création de capacités, ont été regroupées sous le même intitulé, étant donné qu'elles sont relativement peu abondantes.

A la sortie de cette publication, le Niger n'avait pas soumis son Profil dans le format standard demandé par le Secréariat. Etant donné que le format diffère de celui utilisé par la plupart des pays, des contradictions peuvent survenir au moment d'inclure l'information dans la base de données actuellement en construction. Pour cette raison, nous faisons appel au pays pour que le Profil soit présenté dans le format standard demandé par le Secréariat et qui se trouve disponible dans ce CD-Rom. Une fois que le Profil aura le format standard et sera soumis au Secréariat, il réapparaîtra sur notre site internet: <http://www.un.org/esa/agenda21/natlinfo>.

LISTE DES SIGLES COURAMMENT UTILISES

ACS	Association des États des Caraïbes
ADRD	Agriculture et développement rural durables
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AL21	Agenda Local 21
AME	Accord multilatéral de l'environnement
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
APEC	Association de coopération économique Asie-Pacifique
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CBD	Convention sur la diversité biologique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CDD	Commission du développement durable des Nations Unies
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEEI	Comptabilité écologique et économique intégrée
CEI	Communauté d'États indépendants
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CICDD	Centre international de commerce et de développement durable
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CIUS	Conseil international des unions scientifiques
CMA	Conseil mondial de l'alimentation
CMAE	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDM	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
CNULCD	Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification
COI	Commission océanographique intergouvernementale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
DAES	Département des affaires économiques et sociales
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EIE	Étude d'impact sur l'environnement
EPID	Etats des petites îles en voie de développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIAD	Fondation internationale pour l'assistance au développement
FIDA	Fonds international de développement agricole

FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GCRAI	Groupe consultatif de la recherche agricole internationale
GEMS	Système mondial de surveillance continue de l'environnement (PNUE)
GES	Gaz à effet de serre
GESAMP	Groupe mixte d'experts chargés d'étudier les aspects scientifiques de la pollution des mers
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GLOBE	Organisation mondiale des parlementaires pour la protection de l'environnement
GRID	Base de données sur les ressources mondiales
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFCS	Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ISDR	Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles
ISO	Organisation internationale de normalisation
LICR	Lutte intégrée contre les ravageurs
MARPOL	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
MSDN	Maintient des stratégies du développement national
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUSID	Programme commun co-parrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAEN	Plan d'action de l'environnement national
PCE	Programme coopératif sur l'environnement par l'Asie du sud
PISSC	Programme international sur la sécurité des substances chimiques
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement Union mondiale pour la protection de la nature
PPP	Partenariat public et privé
RISCPT	Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques
SIG	Système d'information géographique
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable
SMO	Système mondial d'observation (OMM/VMM)
SPREP	Programme régional pour l'environnement du pacifique du sud
TIC	Technologies de l'information et des communications
UE	Union européenne

UICN	Union Internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles
UMA	Union du Maghreb arabe
UNDRO	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNU	Université des Nations Unies
VAM	Veille atmosphérique mondiale (OMM)
VIH/sida	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
VMM	Veille météorologique mondiale (OMM)
WWF	Fonds mondial pour la nature
ZEE	Zone économique exclusive

INTRODUCTION

I. LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

I.1 L'état de mise en œuvre de la stratégie

I.1.1 Les programmes prioritaires

I.1.2 Les actions d'accompagnement

I.2 Les forces et faiblesses dans la mise en œuvre de la stratégie nationale

I.2.1 Les forces

I.2.2 Les faiblesses

I.3 Les changements produits par la mise en œuvre de la stratégie nationale

I.3.1 Les décisions politiques

I.3.2 Le processus décisionnel

I.3.3 Le financement du Développement durable

I.3.4 La décentralisation et la responsabilisation locale

I.4 Les mesures à prendre pour améliorer la stratégie et sa mise en œuvre

II. INTEGRATION ET PARTICIPATION

II.1 Le partenariat

II.1.1 Les partenaires en présence dans la mise en œuvre de la stratégie

II.1.2 Les formes de collaboration et de partenariat

II.1.3 La mise en œuvre du partenariat

II.2 La description des trois dimensions du développement durable

II.2.1 La dimension sociale

II.2.2 La dimension écologique

II.2.3 La dimension économique

III. LE MECANISME DE COORDINATION

III.1 Le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable

III.2 Les Conseils Départementaux de l'Environnement pour un Développement Durable

III.3 Les commissions techniques

III.3.1 la Commission Technique sur la Lutte contre la Désertification et la Gestion des Ressources Naturelles

III.3.2 la Commission Technique sur la Diversité Biologique

III.3.3 la Commission Technique sur les Changements et Variabilités Climatiques

III.3.4 la Commission Technique sur l'Eau et le Développement Durable

III.3.5 la Commission Technique sur la Stratégie d'Environnement Urbain et Cadre de Vie

III.3.6 La Commission Technique sur l'Energie et le Développement Durable

III.3.7 La Commission Technique sur le Financement du PNEDD

IV. LES QUESTIONS CRITIQUES

IV.1 Les questions critiques essentielles

IV.1.1 Question critique n°1: la lutte contre la pauvreté dans la perspective de Développement Durable

IV.1.2 Question critique n°2 : l'Education

IV.2 Les questions critiques émergentes

IV.2.1 Question critique émergente n°1 : la mondialisation

IV.2.2 Question critique émergente n°2 : les nouvelles technologies de l'information et de la communication

SIGLES ET ACRONYMES

BEEEI :	Bureau des Evaluations Environnementales et des Etudes d'Impact
CCC :	Convention sur les Changements Climatiques
CCD :	Convention to Combat Desertification
CDB :	Convention sur la Diversité Biologique
CDEDD :	Conseil Départemental de l'Environnement pour un Développement Durable
CILSS :	Comité Inter États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CHM :	Clearing House Mechanism
CNCOD :	Comité National de Coordination des ONG sur la Désertification
CNEDD :	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement
COFO :	Commission Foncière
COMNAT :	Comité National de suivi des recommandations de Rio

CONAPO :	Commission Nationale sur la Population
CRESA :	Centre Régional des Etudes Spécialisées en Agriculture
DAP/PNEDD :	Document d'Appui au Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable
DEA :	Diplôme d'Etudes Approfondies
DSRP :	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FEM :	Fonds pour l'Environnement Mondial
FNE :	Fonds National de l'Environnement
NTIC :	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCB :	Organisation Communautaire de Base
OHADA	Organisation pour l'harmonisation des droits des affaires
OMC :	Organisation Mondiale du Commerce
ONG :	Organisation Non-Gouvernementale
ONU :	Organisation des Nations Unies
OSS :	Observatoire du Sahel et du Sahara
PAC :	Programme d'Actions Communautaires
PAFN :	Projet d'Aménagement des Forêts Naturelles
PAN/LCD-GRN :	Programme d'Action National de lutte Contre la Désertification et de Gestion des Ressources Naturelles
PCVC :	Programme sur les Changements et Variabilités Climatiques
PDDS :	Plan Décennal du Développement Sanitaire
PDES :	Plan de Développement Economique et Social
PDGB :	Programme de Gestion de la Diversité Biologique
PEDD :	Programme Eau et Développement Durable
PenDD :	Programme Energie et Développement Durable
PEUCV :	Programme Environnement Urbain et Cadre de Vie
PGRN :	Programme de Gestion des Ressources Naturelles
PNEDD :	Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PROZOPAS :	Projet de la Zone Pastorale
SE/CNEDD :	Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
UEMOA :	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
UNSO :	United Nations Office to Combat Desertification and Drought

INTRODUCTION

Au lendemain de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED), le Niger, soucieux d'honorer les engagements pris, a mis en place un Comité National de suivi de la mise en œuvre des décisions et recommandations de Rio (COMNAT). Ce comité était placé sous la tutelle du Ministère chargé des questions environnementales.

Après une série de consultations effectuées à différents niveaux de la hiérarchie administrative (national, régional, sous régional et local) et compte tenu des enjeux et de l'ampleur de la tâche à lui confiée, le COMNAT a recommandé l'élaboration du Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable (PNEDD) qui tient lieu de stratégie nationale de l'environnement pour un développement durable du Niger et d'Agenda 21 national en référence à l'Agenda 21 adopté par la CNUED en juin 1992 à Rio de Janeiro au Brésil.

Pour élaborer le PNEDD, le faire mettre en œuvre et assurer son suivi et son évaluation; il a été créé, le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) par décret n°96-004/PM du 9/01/96 modifié et complété par le décret 2000-

272PRN/PM/ du 4 août 2000. Ce Conseil est doté d'un Secrétariat Exécutif qui est le point focal national en matière d'environnement et du développement durable.

La finalité du PNEDD est d'élargir les options de développement du Niger et de pérenniser ces options pour les générations futures.

Son but est de mettre en place les conditions favorables à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la solution de la crise de l'énergie domestique, à l'amélioration des conditions sanitaires et au développement économique des populations.

Le PNEDD a pour objectifs de permettre au Niger d'asseoir des bases cohérentes en vue de :

- ◆ Contribuer à assurer la sécurité alimentaire, énergétique, sanitaire, et économique des populations. En d'autres termes, prendre en compte les principaux éléments constitutifs de la lutte contre la pauvreté ;
- ◆ Assurer une gestion rationnelle des ressources naturelles dans le cadre de la lutte contre la désertification et de la réduction de la pauvreté ;
- ◆ Assurer une intégration des préoccupations environnementales dans la définition des politiques, des orientations et des stratégies dans les principaux secteurs de développement ;
- ◆ Assurer une plus grande implication et responsabilisation des populations dans la gestion des ressources naturelles et la préservation de leur cadre de vie ;
- ◆ Assurer le développement d'un partenariat durable entre tous les acteurs intéressés à l'environnement et au développement durable au Niger ;
- ◆ Assurer un réel changement des mentalités.

Le PNEDD est complété par les autres programmes sectoriels ou globaux qui sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre. Il s'agit notamment du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), du Plan Décennal du Développement Sanitaire 2001-2010 (PDDS), du Plan de Développement Economique et Social 2001-2004 (PDES), du Programme Décennal de Développement de l'Education 2002-2012, de la stratégie Nationale en matière de Population; de la Stratégie de Développement Rural (SDR); de la Stratégie Nationale en matière de Sécurité Alimentaire, etc.

I. LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

En dehors du chapitre 17 de l'Action 21 relatif à la protection des océans et de toutes les mers, le PNEDD couvre l'ensemble des chapitres définis dans l'agenda 21. La stratégie qui a été définie pour mettre en œuvre la politique nationale en matière d'environnement et de développement durable débouche sur plusieurs actions regroupées en trois catégories :

- ♦ Les actions urgentes pour tenir compte du temps que demanderont la définition et la mise en œuvre des programmes prioritaires qui sont au cœur de la stratégie;
- ♦ les programmes prioritaires qui orientent les actions à moyen et long termes; il s'agit du :
 - Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification et de Gestion des Ressources Naturelle ;
 - Programme Eau et Développement Durable;
 - Programme Energie et Développement Durable;
 - Programme Environnement Urbain et Cadre de Vie;
 - Programme de Gestion de la Diversité Biologique;
 - Programme Changements et Variabilités Climatiques.
- ♦ Les actions d'accompagnement qui visent à mettre en place les conditions favorables pour le plein développement des programmes.

En plus des six (6) programmes prioritaires du PNEDD, d'autres projets et programmes ont été réalisés et/ou sont en cours de réalisation pour compléter le PNEDD dans les secteurs comme la santé l'éducation ; la population, le transport; l'énergie, la promotion du secteur privé; l'hydraulique; l'amélioration du cadre de vie etc.

I.1.L'état de mise en œuvre de la stratégie

En plus des activités réalisées pendant la période Rio+5, qui ont été poursuivies et consolidées, le Niger a enregistré de nouvelles activités ci-dessous rentrant dans le cadre de la mise en œuvre du PNEDD adopté par le Gouvernement en avril 2000 par décret 2000-114 (bis)/PRN/PM du 21 avril 2000. Le niveau d'exécution des programmes prioritaires et des actions d'accompagnement du PNEDD, se résume comme suit :

I.1.1 Les programmes prioritaires

❖ *Le Programme de Gestion de la Diversité Biologique(PGDB)*

Le Niger a bénéficié d'un appui financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) qui lui a permis d'élaborer la stratégie nationale et le plan d'action en matière de diversité biologique et les deux premiers rapports nationaux pour la conférence des parties. Le document de stratégie a été adopté en mai 2000 par le Gouvernement.

La mise en service du « Clearing house mechanism » (CHM) en juin 1998 a permis de suivre le processus de mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique, de recevoir et de diffuser les informations relatives à la convention.

Des dossiers de projets rentrant dans le cadre de la mise en œuvre dudit programme ont été élaborés et soumis aux partenaires pour financement.

❖ ***Le Programme Changements et Variabilités Climatiques (PCVC)***

A l'instar du programme Diversité Biologique, le FEM a appuyé le Niger pour :

- ◆ L'élaboration de sa première communication nationale ;
- ◆ La mise en place d'une banque de données sur les émissions des gaz à effet de serre ;
- ◆ L'élaboration du rapport complet sur les inventaires des gaz à effet de serre ;
- ◆ L'élaboration de la deuxième communication nationale.

Ces différentes informations permettront au Niger d'élaborer son programme sur les changements et variabilité climatiques.

❖ ***Le Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification et Gestion des Ressources Naturelles (PAN-LCD/GRN)***

Ce programme qui s'inscrit dans le cadre de la CCD a bénéficié d'un financement des partenaires au développement pour son élaboration. Ce document dont le processus d'élaboration a été très participatif, a été validé lors d'un forum national tenu en septembre 2000 et adopté par le Gouvernement en décembre 2000.

Concernant les actions spécifiques à la mise en œuvre du PAN/LCD-GRN, il s'agit de :

- ◆ la création d'un Ministère chargé de la lutte contre la désertification qui a réalisé des actions concrètes de terrain de sauvegarde, de préservation et de gestion durable des ressources naturelles.
- ◆ l'élaboration du Document d'Appui du PNEDD (DAP-PNEDD) signé entre le Gouvernement du Niger et le PNUD en juin 1999 pour la mise en œuvre des deux programmes prioritaires du PNEDD à savoir le PAN/LCD-GRN et le programme Eau Développement Durable avec comme entre autres, la promotion d'Actions pilotes communautaires de Gestion Durable des Ressources Naturelles à l'échelon local au niveau de Téra Nord (Bankilaré) et de la Haute Tarka (Balbédji);
- ◆ l'élaboration du document du projet d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du PAN/LCD-GRN produit par le Gouvernement et le FIDA en mars 1999. Ce projet a pour objectif de finaliser, d'adopter et de populariser le PAN/LCD-GRN et de lancer les actions concrètes de terrain pour la mise en œuvre du programme d'action.
- ◆ A titre illustratif, les services de ce Ministère ont produit en 1998 et 1999, respectivement 5.441.066 et 8.137.263 plants. Ces plants ont servi à faire des plantations en bloc; des plantations linéaires (haies vives, brise vent); de l'agro - foresterie; des regarnis. Il y a eu

également des opérations des semis directs de noix et autres graminées; des opérations de CES/DRS; des opérations de fixation des dunes.

Il faut noter que ces efforts sont complétés par ceux réalisés par les différents projets qui interviennent dans le domaine.

- ♦ l'élaboration et la mise en œuvre des projets dont la composante lutte contre la désertification occupe une place importante.

❖ *Le Programme Environnement Urbain et Cadre de Vie (PEUCV)*

Le document de stratégie nationale et de plan d'action en matière d'environnement urbain et cadre de vie a été élaboré avec l'appui financier de la Banque Mondiale à travers le Programme de Réhabilitation des Infrastructures (PRI). Ce document a été validé en septembre 2001 lors d'un atelier national.

La stratégie connaît un début de mise en œuvre à travers l'élaboration du schéma directeur d'assainissement de la ville de Niamey avec l'appui du Japon et des actions pilotes dans le cadre du projet sectoriel eau.

❖ *Le Programme Energie et Développement Durable (PEndD):*

Un appui financier de la Cellule de Gestion des Ressources Naturelles a permis au Niger de réaliser une étude sur le secteur Energies Nouvelles et Renouvelables.

Ce document a fait l'objet d'une actualisation en juin 2001. La première ébauche relative à la stratégie nationale sur les énergies nouvelles et renouvelables et son plan d'actions a été élaborée.

❖ *Le Programme Eau et Développement Durable (PEDD)*

Ce programme correspond au Schéma Directeur de Mise en Valeur et de Gestion des Ressources en Eau. Il a été élaboré, validé et adopté par le Gouvernement en octobre 2000.

Les 29, 30 et 31 mai 2001, s'est tenue une réunion sectorielle sur l'eau et l'assainissement organisée par le Gouvernement du Niger. Cette réunion est une condition incontournable et opportune dans la mise en œuvre du PEDD. Ce PEDD connaît un début de mise en œuvre à travers :

- ♦ Le DAP/PNEDD sur financement PNUD pour créer les conditions favorables d'une gestion participative et décentralisée des ressources en eau ;
- ♦ Le Programme Spécial 2001 du Président de la République qui prévoit la création notamment de cent (100) puits pastoraux et de cent (100) mini barrages par an.

I.1.2 Les actions d'accompagnement

❖ *Information, Education et Communication en Environnement*

L'élaboration du PNEDD reposant sur une approche participative et itérative, le Niger a fait de l'information, la sensibilisation et la formation des différents acteurs son outil privilégié. C'est ainsi que le Secrétariat Exécutif du CNEDD élabore des bulletins

trimestriels d'information, organise des télé débats et des sessions d'information et de formation de ses points focaux émanant des diverses structures étatiques et de la société civile.

Aussi la commémoration des journées nationales et internationales relatives à l'environnement renforce ces actions d'information, de formation et de sensibilisation.

❖ *Appui institutionnel*

Concernant l'appui institutionnel, la mise en place des structures décentralisées du CNEDD est entamée. En effet deux Conseils Départementaux Régionaux sur les huit ont été mis en place pour jouer le même rôle que le CNEDD au niveau régional

Deux dossiers de projets relatifs au renforcement des capacités sont élaborés. L'un avec le Département des Affaires Economiques et Sociales de l'ONU dont le Niger attend la suite et l'autre conjointement avec l'Italie, chef de file du PAN/LCD-GRN et le Secrétariat Exécutif de la CCD. Le financement de ce second projet qui démarrera en juin 2002 est assuré par l'Italie.

❖ *Suivi Environnemental et Système d'Information*

Pour ce qui est du suivi de l'environnement et du système d'information sur l'environnement, le Niger bénéficie d'un projet de suivi d'impact et des indicateurs de la CCD. D'autres structures tels que la Cellule de Gestion des Ressources Naturelles et le Ministère chargé de l'Environnement et l'Observatoire du Sahel et du Sahara (OSS) font de cette activité leur cheval de bataille.

❖ *Cadre juridique et réglementaire*

En matière de protection et de gestion de l'environnement, le Niger dispose, à côté des conventions, traités et accords internationaux dont il est partie, d'un nombre important de textes législatifs et réglementaires notamment :

- ◆ la constitution du 18 juillet 1999 ;
- ◆ la loi n°98-56 du 29 décembre 1998 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ;
- ◆ l'ordonnance n°93-015 du 02 mars 1993 fixant les principes d'orientation du code rural.

L'application de ces textes souffre souvent de nombreux manquements, notamment par faute de textes complémentaires, de connaissance de ces textes et de l'absence d'un cadre institutionnel concerté de suivi et d'évaluation. Néanmoins, des efforts d'élaboration des textes complémentaires sont entrepris.

I.2 Les forces et les faiblesses dans la mise en œuvre de la stratégie

I.2.1 Les forces

❖ *Au plan organisationnel*

- ◆ l'implication et la participation de l'ensemble des acteurs (administration, société civile, secteur privé et population) dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation du PNEDD;
- ◆ la prise en compte des questions de l'environnement et du développement dans les planifications stratégiques;
- ◆ l'existence d'un cadre de concertation entre les différents partenaires.

❖ *Au plan institutionnel*

- ◆ la mise en place d'une structure unique de coordination des activités de tous les secteurs intéressés ou concernés par les questions de l'environnement qui est le CNEDD et son ancrage institutionnel au cabinet du Premier Ministre;
- ◆ la création des commissions techniques permanentes chargées d'appuyer le CNEDD dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi –évaluation des projets et programmes;
- ◆ la création des organes décentralisés du CNEDD au niveau régional et local.

❖ *Au plan des ressources humaines*

- ◆ le développement du partenariat (participation de la société civile, des populations, de l'administration publique, des opérateurs économiques et de l'assistance technique) entre les différents acteurs;
- ◆ la contribution de l'expertise nationale.

❖ *Au plan des ressources financières*

- ◆ la contribution de l'Etat;
- ◆ la contribution de la population et de la société civile;
- ◆ l'appui financier, matériel et logistique des partenaires au développement notamment le PNUD, la Coopération française, l'Italie, l'USAID à travers la Subvention au Développement du Secteur Agricole (SDSA), la Banque Mondiale, Capacité 21, l'UNSO, le secrétariat exécutif de la CCD, le CILSS, l'OSS, l'UNITAR;
- ◆ l'institutionnalisation du Fonds National de l'Environnement (FNE).

❖ *Au plan politique*

L'appui des plus hautes autorités politiques du pays.

❖ *Au plan législatif*

- ◆ l'élaboration de nouveaux textes conformes aux conventions ratifiées par le Niger;
- ◆ la révision de certains textes pour disposer des conditions favorables à la mise en œuvre du PNEDD;
- ◆ la révision d'autres textes pour les adapter aux réformes institutionnelles, techniques et juridiques tel que le Code forestier.

I.2.2 Les faiblesses

❖ *Au plan organisationnel*

- ◆ la faible implication du secteur privé;
- ◆ l'insuffisance de l'information et de la sensibilisation sur le PNEDD;
- ◆ l'insuffisance de la circulation de l'information;
- ◆ l'insuffisance de la planification des programmes ;
- ◆ les difficultés de coordination et d'harmonisation des interventions.

❖ *Aux plans institutionnel et politique*

- ◆ la non-généralisation de la mise en place des organes décentralisés du CNEDD;
- ◆ l'instabilité politique qu'a connu le pays ;
- ◆ la faiblesse de l'appui politique ;
- ◆ l'insuffisance dans le fonctionnement des commissions techniques ;
- ◆ la faible implication de l'Assemblée Nationale dans le processus et la mise en œuvre du PNEDD.

❖ *Au plan des ressources humaines*

- ◆ l'insuffisance de la valorisation des compétences nationales;
- ◆ la faible mobilisation des populations.

❖ *Au plan des ressources financières*

- ◆ l'insuffisance des moyens pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation du PNEDD;
- ◆ la faible capacité de mobilisation des ressources;
- ◆ le manque d'estimation des coûts financiers de certains programmes.

❖ *Au plan législatif*

La faible vulgarisation des textes législatifs et réglementaires.

I.3 Les changements produits par la mise en œuvre de la stratégie nationale

I.3.1 Décisions politiques

Les politiques nationales en matière d'environnement et de développement durable qui étaient une juxtaposition d'orientations sectorielle sont aujourd'hui uniformisées. Les orientations politiques globales ont été définies dans le PNEDD sous le signe de l'environnement pour un développement durable.

Les mutations politiques ci-dessus ont conduit à des transformations institutionnelles pour la mise en œuvre des programmes PNEDD. C'est ainsi qu'en dépit de la création du CNEDD, des commissions techniques qui regroupent les représentants des différentes administrations publiques et de la société civile impliquées ont été mises en place.

I.3.2 Processus décisionnel

L'approche participative et itérative prônée par le PNEDD a produit au niveau décisionnel un changement caractérisé par l'implication des différents acteurs dans toutes les prises de décisions qui reflètent le consensus national, régional et local.

I.3.3 Financement du Développement durable

Les changements observés à ce niveau sont :

- ◆ Une forte mobilisation des ressources internes dans le domaine de l'environnement comme par exemple l'augmentation du budget d'investissement relatif aux actions environnementales notamment la restauration des terres dégradées, la plantation de plusieurs hectares en gommiers, la plantation chaque année de plusieurs arbres à l'occasion de la fête nationale de l'arbre (3 août).
- ◆ un accroissement de l'aide extérieure à travers la coopération internationale ;
- ◆ une contribution accrue des populations et de la société civile dans les actions de développement.

I.3.4 Décentralisation et responsabilisation locale

Le processus de décentralisation dans lequel le Niger s'est engagé se traduit par le désengagement progressif de l'Etat au profit des populations et de la société civile qui sont responsabilisées dans la gestion des activités de développement.

D'ores et déjà les efforts entrepris dans les arrondissements de Mayahi, N'guigmi et Gaya en matière de pré-communalisation sont édifiants. En effet, les pré-communes mises en place disposent des organes élus qui prennent en charge et contrôlent la gestion de leurs affaires locales de façon transparente et participative.

I.4 Les mesures à prendre pour améliorer la stratégie et sa mise en œuvre

❖ *Au plan organisationnel*

- ◆ Améliorer le niveau d'implication de tous les acteurs en particulier l'Assemblée Nationale, les femmes et les jeunes et le secteur privé dans la mise en œuvre du PNEDD ;
- ◆ Intensifier l'information et la sensibilisation des acteurs sur le PNEDD ;
- ◆ Améliorer la circulation de l'information entre les différents partenaires ;
- ◆ Améliorer la planification des actions ;
- ◆ Lever les difficultés de coordination et d'harmonisation des interventions;
- ◆ Parachever l'élaboration des programmes prioritaires ;
- ◆ Elaborer les Plans régionaux, sous-régionaux et locaux de l'environnement pour un développement durable.

❖ *Aux plans institutionnel et politique*

- ◆ Généraliser la mise en place des organes décentralisés du CNEDD ;
- ◆ Rendre plus opérationnelles les commissions techniques.
- ◆ Soutenir la stabilité politique par le renforcement de l'Etat de droit et la culture de la bonne gouvernance ;
- ◆ Cultiver l'esprit de la continuité de l'Etat.

❖ *Au plan des ressources humaines*

- ◆ Valoriser les compétences nationales et étoffer en quantité et en qualité le personnel du Secrétariat Exécutif du CNEDD ;
- ◆ mobiliser davantage les populations.

❖ *Au plan des ressources financières*

- ◆ Mettre en place des moyens suffisants pour la mise en œuvre et le suivi du PNEDD ;
- ◆ Accélérer le processus de la mise en place effective du FNE ;
- ◆ Améliorer les capacités de mobilisation des ressources ;
- ◆ Estimer les coûts financiers des programmes prioritaires.

❖ *Au plan législatif*

- ◆ Accélérer le processus d'adoption des textes complémentaires ;

- ◆ Assurer une large popularisation des textes relatifs à l'environnement et au développement durable.

II. INTEGRATION ET PARTICIPATION

II.1- LE PARTENARIAT

Le partenariat peut être défini comme un système associant des individus ou groupes d'individus dans un processus caractérisé par le partage des pouvoirs, des ressources, d'information et des expériences et basé sur des valeurs comme la confiance, la transparence, la responsabilité, l'équité et la solidarité.

II.1.1-Les partenaires en présence dans la mise en œuvre de la stratégie

- ◆ L'Etat et ses démembrements ;
- ◆ Les autorités coutumières ;
- ◆ Les ONG ;
- ◆ Les associations de développement;
- ◆ Le secteur privé ;
- ◆ Les institutions de recherche et de formation ;
- ◆ Les populations ;
- ◆ La presse publique et privée;
- ◆ Les partenaires au développement ;
- ◆ Les élus du peuple.

II.1.2-Les formes de collaboration et de partenariat

Un des rôles qui sont dévolus à la collaboration et au partenariat pour atteindre l'objectif global est l'instauration d'un développement durable à travers l'intégration des préoccupations environnementales dans les actions de développement économique, social et culturel.

a) Rôle de l'Etat et ses Démembrements :

Dans le cadre du processus d'élaboration du PNEDD l'Etat et ses démembrements ont un rôle accru à jouer : les missions suivantes qui leur sont dévolues :

- ◆ L'appui politique afin de faire du CNEDD un cadre institutionnel stable et fonctionnel;
- ◆ la coordination des appuis financiers provenant des partenaires au développement ;
- ◆ la coordination des actions de tous les intervenants dans le cadre du PNEDD ;
- ◆ la participation et la coordination des actions d'information, de sensibilisation et de formation des intervenants et des bénéficiaires du PNEDD ;
- ◆ la valorisation des savoirs et des savoirs faire locaux ;
- ◆ la supervision, le suivi et l'évaluation des activités du PNEDD ;
- ◆ le financement des activités du PNEDD ;

- ◆ la recherche des financements auprès des partenaires au développement ;
- ◆ la création des conditions favorables au fonctionnement des cadres de concertation mis en place.

b) Les Autorités Coutumières

Elles sont en contact direct et permanent avec les populations. A ce titre elles doivent conduire les missions suivantes :

- ◆ Le recensement et l'identification des besoins des populations ;
- ◆ l'information et la sensibilisation des populations
- ◆ le suivi et la mise en œuvre des activités entrant dans le cadre l'élaboration du PNEDD;
- ◆ la mobilisation des populations pour l'identification, la planification, la mise en œuvre et l'auto-évaluation des actions ;
- ◆ la mobilisation des ressources locales.

c) Les ONG

Elles interviennent directement sur le terrain avec les populations bénéficiaires et ont par conséquent un rôle prépondérant à jouer. A ce titre leurs missions se résument à :

- ◆ la participation aux actions de sensibilisation, d'éducation, d'information et de formation des populations en vue d'une réelle reconversion des mentalités dans le processus de développement;
- ◆ l'appui aux populations pour l'identification de leurs besoins ;
- ◆ la participation aux différentes études et activités retenues dans le cadre du processus d'élaboration et de mise en œuvre du PNEDD ;
- ◆ la prise en compte des spécificités des régions mais aussi et surtout des priorités ainsi que le savoir-faire des populations dans toutes les actions touchant l'environnement et le développement durable;
- ◆ la procuration de la spécialisation et de la professionnalisation en vue d'une efficacité dans l'exécution des activités;
- ◆ l'identification active au financement des actions retenues dans le cadre du PNEDD;
- ◆ l'identification des zones d'interventions gravement affectées par la dégradation de l'environnement.

d) Rôle des Associations :

Elles ont pour objectif principal : la promotion, la défense des intérêts moraux et matériels de leurs membres. A ce titre les missions qu'elles auront à mener dans le cadre du PNEDD s'articulent autour de :

- ◆ La participation aux actions de sensibilisation, d'information, d'éducation et de formation de leurs membres en particulier et de la population en général en vue d'un changement réel des mentalités dans la gestion des ressources naturelles

- ◆ la participation à l'identification des besoins de leurs membres et de la population dans le cadre de l'élaboration du PNEDD;
- ◆ la participation de leurs membres aux différentes études relatives aux processus PNEDD ;
- ◆ la constitution de structures relais entre leurs membres et les structures du CNEDD;
- ◆ La participation au financement des actions retenues dans le cadre du processus PNEDD.

e) Rôle du Secteur Privé :

Considéré comme une des sources de financement, le secteur privé a pour mission :

- ◆ La contribution à l'identification et à la promotion de technologies appropriées dans les domaines de l'environnement, pouvant accompagner les programmes et projets du PNEDD ;
- ◆ le financement des programmes et projets intégrant les dimensions environnement et développement durable;
- ◆ la contribution à la mise en place et au fonctionnement du Fonds National de l'Environnement;
- ◆ la contribution au financement des activités des ONG et Associations dans le cadre du PNEDD;
- ◆ la contribution au financement des activités des structures régionales, sous régionales du CNEDD dans le cadre de l'identification et de l'élaboration des projets de protection et de réhabilitation de l'environnement en vue d'un développement durable.

f) Rôle des Institutions de Recherche et de Formation :

Elles doivent dans un contexte de recherche-action et du fait du caractère transversal de leurs domaines d'intervention, contribuer au processus PNEDD. A cet effet les missions suivantes leurs sont dévolues :

- ◆ L'identification et l'élaboration des programmes et projets de recherche et de formation dans les domaines de l'environnement et du développement durable ;
- ◆ la création d'un cadre de concertation entre les différentes institutions de recherche en matière d'environnement et de développement durable ;
- ◆ l'appui conseil aux différents partenaires dans le domaine de la recherche-action en matière d'environnement et de développement durable;
- ◆ la participation aux études retenues dans le cadre du processus PNEDD;
- ◆ la promotion de la recherche et les prestations de service dans les domaines de l'environnement et du développement durable;
- ◆ la vulgarisation des résultats de la recherche.

g) Rôle de la Presse :

Organe principal par excellence de communication, de collecte et de diffusion de l'information, la presse doit jouer un rôle important dans le cadre du processus PNEDD dont l'un des piliers est l'information et la sensibilisation.

Ainsi, la mission de la presse est l'information, la sensibilisation, la formation et l'éducation des populations, des décideurs et des partenaires de Coopération pour une meilleure compréhension et prise de conscience des enjeux de la problématique "Environnement et Développement Durable" au Niger à travers notamment :

- la réalisation d'émissions radiophoniques et télévisées patronnées et/ou sponsorisées en français et en langues nationales sur le processus PNEDD;
- le renforcement et la redynamisation des plages réservées aux émissions sur l'environnement et le développement durable à la télévision et la radio;
- la production, la publication et la diffusion d'articles consacrés à l'environnement dans les journaux ;
- la diffusion régulière d'émissions réservées aux activités rentrant dans le cadre du processus PNEDD ;
- une large diffusion des activités des différentes structures décentralisées ainsi que celles des programmes en cours et à venir ;
- la couverture médiatique des différentes rencontres organisées par le SE/CNEDD, ses structures décentralisées et ses programmes ;
- la vulgarisation des documents réalisés par les différentes structures du Conseil National de l'Environnement pour un développement Durable;
- le développement d'une politique de communication de proximité à l'endroit des populations analphabètes et l'identification d'outils de communication adéquats.

h) Rôle des populations :

Principales bénéficiaires des programmes, projets et actions qui vont découler du PNEDD, les populations doivent être en amont et en aval du processus. A ce titre les missions suivantes leurs sont dévolues :

- ◆ L'organisation et l'animation de rencontres d'information et de sensibilisation ;
- ◆ l'identification avec les autres acteurs des besoins pouvant faire l'objet de projets et programmes de développement durable ;
- ◆ la participation effective et active au processus d'élaboration de mise en œuvre, du suivi et d'évaluation du PNEDD;
- ◆ assurer la responsabilité des actions identifiées, retenues et mises en œuvre dans le cadre du PNEDD ;
- ◆ l'appui financier, matériel et physique (apport personnel) dans le cadre de la mise en œuvre du PNEDD ;
- ◆ la collecte et la diffusion de l'information ;
- ◆ l'appropriation effective des activités et des actions réalisées en vue de leur pérennisation .

i) Rôle des Partenaires au développement

Les partenaires de coopération doivent, dans le cadre du processus d'élaboration et de mise en œuvre du PNEDD, accomplir les missions suivantes :

- ◆ La mise en commun de leurs efforts respectifs pour des appuis soutenus au processus PNEDD ;
- ◆ l'appui au renforcement des compétences nationales en matière d'environnement et de développement ;
- ◆ la mobilisation, des ressources matérielles, financières et humaines pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes et projets du PNEDD ;
- ◆ la collecte et la mise à la disposition du CNEDD et des structures des informations en matière d'environnement et de développement durable;
- ◆ l'information du CNEDD sur l'existence des possibilités d'appui au niveau des institutions internationales et/ou de conventions ;
- ◆ le transfert au niveau des structures du CNEDD de nouvelles technologies appropriées dans les domaines de l'environnement et du développement durable ;
- ◆ l'appui technique dans la conception des programmes et projets dans le cadre du PNEDD ;
- ◆ le développement d'un cadre de concertation entre les partenaires de coopération d'une part et entre ces derniers et les institutions nationales, les ONG et Associations d'autre part ;
- ◆ l'appui à la valorisation des savoirs et savoirs faire locaux.

j) Rôle des Elus du peuple (députés et conseillers) :

Elus par le peuple pour être son porte-parole devant les institutions nationales, les députés et conseillers dans le cadre du processus PNEDD doivent remplir les missions suivantes :

- ◆ Veiller à la prise en compte des préoccupations des populations à tous les stades du processus PNEDD ;
- ◆ animer et sensibiliser les populations sur le PNEDD ;
- ◆ participer à la recherche de financement des activités du PNEDD ;
- ◆ adopter les lois et règlements relatifs au PNEDD ;
- ◆ participer à l'élaboration et à la popularisation de la politique nationale en matière d'environnement et de développement durable élaborée à travers le PNEDD ;
- ◆ veiller à l'application par le Gouvernement de la politique nationale en matière d'environnement et de développement durable définie à travers les textes qui ont été adoptés ;
- ◆ favoriser le financement du PNEDD à travers la loi des finances et les budgets des collectivités.

II.1.3 La mise en œuvre du partenariat

Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du PNEDD, les différents partenaires (Etat, ONG; Associations de développement, secteur privé, institutions de recherche, populations) ont, conformément aux rôles qui leur sont dévolus, réalisé en partenariat entre autres, les activités suivantes :

- ◆ les actions d'information, de sensibilisation et de formation;
- ◆ la mobilisation des populations pour l'identification, la planification et la mise en œuvre des actions;
- ◆ le renforcement des capacités opérationnelles des ONG en vue de contribuer de manière efficace à la mise en œuvre du PNEDD;
- ◆ le financement de plusieurs actions retenues dans le cadre du PNEDD (la réalisation des activités de lutte contre la désertification par exemple);
- ◆ la création des cadres de concertation à tous les niveaux;
- l'identification et à la promotion de technologies appropriées dans les domaines de l'environnement ;
- l'élaboration d'un programme de formation (Diplôme d'Etudes Approfondie en Gestion des Zones Humides et des Ressources naturelles).

II.2. Description de l'intégration des trois dimensions du développement durable dans la mise en œuvre des stratégies, plans et programmes.

L'ensemble des programmes élaborés et mis en œuvre depuis la Conférence de Rio sont bâtis autour des trois dimensions du développement durable à savoir : la dimension sociale ou humaine, la dimension économique et la dimension écologique.

II.2.1. La Dimension sociale

« L'homme est au centre de toute action de développement ». Cette assertion, le PNEDD et les documents complémentaires l'ont réaffirmé en proposant l'approche participative dans la conduite du processus d'élaboration des stratégies, plans et programmes, ainsi que dans leur mise en œuvre. C'est ainsi que :

- ◆ le transfert du pouvoir de décision aux communautés de base, la promotion des ONG et Associations, l'amélioration des conditions de travail des femmes en milieu rural, la promotion des connaissances locales et de nouveaux comportements favorables à l'environnement constituent les axes d'intervention à suivre dans la mise en œuvre des différents programmes prioritaires du PNEDD;
- ◆ la création des cadres de concertation des différents acteurs a été privilégiée par les programmes prioritaires où l'on note :
 - la création des Commissions Foncières (COFO), chargées de prévenir les conflits en milieu rural entre les différents utilisateurs des ressources naturelles;
 - l'organisation des fora de concertation et de sensibilisation sur la gestion décentralisée des ressources en eau dans les régions du Liptako gourma. Les bonnes expériences seront progressivement étendues sur l'ensemble du pays;

- l'organisation des réunions des points focaux ministériels et de la société civile par le CNEDD.
- ♦ L'exécution de l'approche gestion des terroirs étant officiellement adoptée par le PAN/LCD-GRN comme le moyen privilégié de sa mise en œuvre, les populations locales à travers les plans de gestion des terroirs (PGT) ou les plans de développement locaux auxquels elles ont participé à l'élaboration, exécutent des actions dont elles ont négocié les moyens pour leur mise en œuvre grâce à des techniques de négociation acquises.

La participation et la responsabilisation étant l'un des principes cardinaux de la gestion des terroirs, des organisations communautaires de base constituent l'unité centrale à partir de laquelle toutes les activités sont initiées et par conséquent font l'objet d'une attention particulière de la part des différents acteurs au développement: techniciens, ONG, Associations, projets, partenaires au développement etc.

La planification participative de la conception et la mise en œuvre constituent de nos jours une réalité palpable. Ainsi toutes les stratégies nationales, plans et programmes ont pleinement associé les populations à leur élaboration. Les exemples des documents de SRP, du PNEDD et tous les programmes y afférents sont édifiants.

Leur mise en œuvre le sera autant car une grande place est accordée aux populations qui, à travers la décentralisation en cours, joueront un rôle de premier plan. D'ores et déjà des sites pilotes comme Mayahi, N'Guigmi et Gaya en matière de gestion décentralisée des ressources naturelles s'avèrent concluants.

Les conditions de vie des populations sont largement prises en compte dans le programme environnement urbain et cadre de vie tant au niveau rural qu'en milieu urbain. Le document de stratégie et plan d'action validé lors d'un atelier national tenu en septembre 2001 permettrait d'envisager un assainissement du cadre de vie des populations.

En matière de santé des populations, des programmes ont été élaborés et mis en œuvre parmi lesquels nous pouvons citer le programme lutte contre le SIDA et le programme lutte contre le paludisme. En plus des programmes spécifiques au domaine de la santé, certains programmes prennent en compte les aspects sanitaires comme c'est le cas du Programme d'Action Communautaire (PAC) financé par la Banque Mondiale qui comprend un volet important de lutte contre le SIDA.

Suite aux résultats des projets tests conduits à Say et Boboye ; le recouvrement des coûts de soins de santé primaires en vue d'amener les populations à contribuer à la prise en charge de leur santé, est devenu une réalité un peu partout au Niger.

Dans le cadre de la politique nationale en matière de population, une commission nationale (CONAPO) qui est chargée de veiller à l'application de la mise en œuvre des objectifs assignés à cette politique nationale a été constituée.

Concernant l'éducation, avec l'adoption de la loi 98 – 12 du 1^{er} juin 1998, le Niger amorce un tournant décisif vers une nouvelle orientation de sa politique de l'éducation.

Cette loi qui témoigne du rôle de l'Etat dans le développement de l'éducation reconnaît par ailleurs le rôle que peut jouer le secteur privé dans ce sens. Aussi, les responsabilités sont situées quant à tous ceux qui doivent concourir à la satisfaction des besoins en éducation au Niger ou ceux qui sont les acteurs de l'éducation nationale.

Cette loi, qui est un engagement national, prévoit des cadres de consultations au plan national, régional et sous régional. C'est le cas du conseil national de l'éducation dont le président reste le Ministre de tutelle.

Comme dans les autres pays de la sous région, le Niger opte désormais pour une approche programme. A ce titre, un programme décennal de développement de l'éducation 2002 – 2012 sera mis en œuvre dont l'objectif principal porte sur le rehaussement du taux de scolarisation au Niger (de 37 % à 84 % en 2015) et l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Pour atteindre un tel objectif, d'importantes dispositions sont annoncées dont :

- la création d'écoles;
- la création des centres d'alphabétisation
- la formation des formateurs;
- le recrutement d'enseignants;
- la conception et la production du matériel didactique.

De même, le concours nécessaire des partenaires au développement est sollicité. Dorénavant, la Banque Mondiale a financé le projet sectoriel pour l'enseignement fondamental dont les missions se résument à la construction des classes, la formation des formateurs, le financement du service du volontariat, l'achat du matériel didactique. Il y a aussi l'ONG Aide et Action qui intervient dans la construction des classes.

II.2.2 La Dimension écologique

Le PNEDD souligne que la pérennité du capital ressources est l'enjeu majeur pour le Niger en matière d'environnement et de développement durable.

Pour parvenir à cet objectif, le Niger, à travers les six programmes prioritaires du PNEDD et d'autres programmes, a entrepris beaucoup d'actions à savoir entre autres :

- ◆ l'élaboration du PAN/LCD-GRN qui met l'accent sur les objectifs suivants :
 - assurer une gestion durable des terres;
 - assurer une gestion durable des ressources végétales et fauniques;
 - valoriser les ressources hydriques;
 - promouvoir une exploitation minière et industrielle respectueuse de l'environnement;
 - analyser et suivre les facteurs qui contribuent à la sécheresse et à la désertification;
 - suivre la dynamique des populations en rapport avec l'occupation de l'espace;
 - renforcer les capacités des acteurs locaux dans la lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles;
 - mettre en place un système adéquat de suivi et de prévention des catastrophes.

Pour atteindre ces objectifs, le DAP /PNEDD financé par le PNUD met en œuvre des actions communautaires de gestion des ressources naturelles (eau, terres, forêts et.). Il appuie également les populations à travers des Organisations Communautaires de Base (OCB), les ONG, les Associations et le CNEDD en matière de renforcement de leurs capacités d'intervention.

L'exécution de ce projet prend en compte le Programme Eau et Développement Durable par la promotion d'actions pilotes communautaires de gestion décentralisée des ressources en eau.

Le Projet de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) œuvre aussi à inverser la tendance actuelle en matière de désertification.

Par rapport à la diversité biologique et conformément à la convention sur la diversité biologique, le Programme de Gestion de la Diversité Biologique vise essentiellement à :

- ◆ assurer la conservation de la diversité biologique;
- ◆ utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique;
- ◆ assurer les conditions d'un partage équitable et juste des avantages découlant de l'exploitation de la diversité biologique.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs projets sont en cours d'exécution à savoir entre autres :

- le Projet d'Aménagement des Forêts Naturelles (PAFN);
- le Projet Zones Pastorales (PROZOPAS);
- le Projet Energie Domestique;
- le Projet Conservation Utilisation Durable des Ressources Naturelles du complexe Parc W et de ses zones d'influence;
- le Projet Agro-Sylvo Pastoral Tillabéri Nord;
- le Projet Développement rural de Tahoua;
- le Projet Intégré de Keita;
- le Projet Construction Sans Bois

Tous ces projets concourent à assurer la conservation de la diversité biologique au Niger.

Les programmes changements climatiques/environnement urbain et cadre de vie, énergie et développement durable, même s'ils sont en cours d'élaboration sont pris en compte dans la mise en œuvre des trois programmes.

Le Niger a également opté pour l'institutionnalisation des études d'impact environnemental par la création d'un Bureau des Evaluations Environnementales et des Etudes d'Impact Environnemental (BEEEI) érigé au rang de direction nationale au niveau du Ministère de l'Hydraulique de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification.

Depuis lors, bon nombre de projets de développement et d'unités industrielles au Niger sont soumis à des études d'impact environnemental. La planification stratégique en environnement qui est une approche d'intégration des préoccupations environnementales dans le processus décisionnel existe en bonne place dans le PNEDD.

Ainsi la dimension environnement est prise en compte dans tous les programmes et projets élaborés et mis en œuvre au Niger.

II.2.3 La Dimension économique

La politique nationale en matière d'environnement et de développement durable a pour but de mettre en place les conditions favorables à l'amélioration à long terme de la sécurité alimentaire ; à la solution de la crise de l'énergie domestique, à l'amélioration des conditions sanitaires et au développement économique des populations et du pays.

Ainsi, si les six programmes prioritaires du PNEDD qui constituent le volet central de la stratégie de mise en œuvre de cette politique et autres projets et programmes intègrent des dimensions écologiques et sociales dans leur ensemble, il n'en demeure pas moins qu'ils doivent aussi apporter des propositions de solutions aux difficultés économiques que rencontrent les populations du Niger.

En effet, au niveau de chacun des six (6) programmes, on peut relever un certain nombre d'objectifs qui visent à améliorer la situation économique des populations.

Ainsi, le PAN/LCD-GRN par exemple prévoit d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales en mettant l'accent sur le développement de l'entrepreneuriat ; la création et la promotion des activités génératrices de revenus (unités artisanales, embouche...).

Cette même préoccupation d'intégrer les aspects économiques dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement est prise en compte dans le Programme Eau et Développement Durable, où plusieurs actions sont programmées dans l'optique d'améliorer la situation économique des populations notamment le développement de l'hydraulique pastorale; la promotion de l'hydraulique agricole, la promotion de la pêche et de la pisciculture.

Dans le cadre du Programme Energie et Développement Durable, plusieurs projets et programmes ont été exécutés particulièrement dans les secteurs du bois énergie et des Energies Nouvelles et Renouvelables comme par exemple le Projet Energie II; le Programme Développement de l'Energie Solaire et Photo voltaïque dont l'intérêt économique n'est plus à démontrer (organisation de la filière bois énergie et approvisionnement des centres urbains en bois énergie et ses substituts; l'installation des systèmes photo voltaïques pour l'éclairage et l'alimentation de divers appareils électriques...).

En outre, d'autres actions sont initiées et prévues et s'articulent autour de l'extension du réseau des marchés ruraux de bois énergie; la réalisation des ouvrages hydroélectriques; la promotion de la prospection pétrolière etc.

Quant au Programme Environnement Urbain et Cadre de Vie qui s'inscrit en complémentarité à celui de la lutte contre la pauvreté qui s'intéresse déjà à la création d'entreprises et d'emplois et au développement économique des villes, il prévoit comme activités génératrices de revenus, la création de petites et micro entreprises; la création de pôles de développement régionaux et l'amélioration des échanges villes- campagnes etc.

Au niveau des changements climatiques, il faut dire que les mêmes projets initiés dans le cadre du PenDD concourent à lutter contre le réchauffement du climat. Il s'agit des projets et programmes exécutés particulièrement dans les secteurs des Energies Nouvelles et Renouvelables comme le Programme Développement de l'Energie Solaire et Photo voltaïque dont l'intérêt économique n'est plus à démontrer (approvisionnement des centres urbains en substituts du bois énergie; installation des systèmes photo voltaïques pour l'éclairage et alimentation de divers appareils électriques etc.

Le Programme Changements et Variabilités Climatiques qui doit prendre en compte tous ces aspects prévoit aussi au niveau d'un de ses objectifs généraux, notamment la promotion du développement durable, des actions dont la finalité est d'améliorer la situation économique des populations. Ces actions sont entre autres le développement

des énergies renouvelables; la mise au point et la vulgarisation des technologies endogènes; la systématisation des Etudes d'impact sur l'Environnement etc

Dans le domaine de la diversité biologique, plusieurs projets et programmes sont déjà en cours aussi bien en matière de gestion des ressources naturelles, de régénération des formations naturelles, d'aménagement et de conservation des parcs que de protection de certaines espèces fauniques.

Ainsi, la stratégie de mise en œuvre du Programme de Gestion de la Diversité Biologique qui vient en renfort à toutes les actions en cours, vise comme objectif la promotion des activités économiques liées à la diversité économique par la mise en œuvre des activités d'élevage ou de domestication de la faune sauvage; l'aménagement des zones tampon pour l'exploitation cynégétique; le développement de l'écotourisme etc

III. LE MECANISME DE COORDINATION

Conformément aux chapitres 8 et 38 de l'Agenda 21, demandant à chaque pays ayant adhéré aux accords de Rio de Janeiro et la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de mettre en place un organe national de coordination, le Niger a créé par décret n°96/004/PM du 4 janvier 1996, modifié et complété par le décret N°2000-272/PRN/PM du 04 août 2000, le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable.

Ce Conseil placé sous la tutelle du Cabinet du Premier Ministre est chargé de la coordination et du suivi de la politique nationale de l'environnement et du développement durable.

Au niveau régional il est relayé par les Conseils Régionaux de l'Environnement pour un Développement Durable.

Ainsi, à travers un cadre de concertation, les activités de coordination de la mise en œuvre de la stratégie en matière d'environnement et de développement durable se font à travers le conseil, les commissions techniques et les Conseils Départementaux de l'Environnement pour un Développement Durable.

III. 1. Le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable

Il est composé de représentants de la société civile à hauteur de 2/3 et de représentants des structures de l'Etat pour 1/3. Il a pour missions, en relation avec toutes les parties prenantes :

- ◆ d'élaborer, de coordonner la mise en œuvre, de suivre et d'évaluer le PNEDD ;
- ◆ de concevoir et de favoriser la mise en place d'un cadre et de mécanismes institutionnels adéquats assurant la coordination et l'harmonisation de tous les intervenants.

A ce titre le Conseil a créé des commissions techniques par programme prioritaire du PNEDD.

III.2 Les Conseils Régionaux de l'Environnement pour un Développement Durable (CREDD)

Ce sont les structures de relais du CNEDD au niveau régional. A ce titre elles sont chargées d'élaborer les Plans Régionaux de l'Environnement pour un Développement Durable, de coordonner les actions d'information, de sensibilisation et de formation en matière d'environnement et de développement durable.

Ils assurent aussi la coordination de la mise en œuvre des interventions entrant dans le cadre du PNEDD et doivent s'assurer de l'implication de tous les acteurs dans le processus national.

Au stade actuel, le CNEDD avec l'appui du DAP/PNEDD et de l'UNSO, vient d'installer en 2001, des Conseils Départementaux de l'Environnement pour un Développement Durable dans les départements de Tillabéry et Zinder.

Les CREDD sont composés à l'image du Conseil National, des représentants de la société civile pour 2/3 et de ceux de l'Etat pour 1/3.

III. 3. Les Commissions Techniques

Organes Techniques, elles ont pour missions d'appuyer le Secrétariat Exécutif du CNEDD dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des programmes prioritaires et de la politique nationale en matière d'environnement et de développement durable.

Ces structures qui ne sont pas internes au Secrétariat Exécutif du CNEDD, regroupent plusieurs représentants des structures aussi bien de l'administration publique que de la société civile et du secteur privé.

Chaque commission a pour mission dans son domaine, d'appuyer le Secrétariat Exécutif du CNEDD à élaborer la politique nationale, suivre et évaluer sa mise en œuvre. Le Secrétariat Technique créé au sein de chaque commission, soumet le programme de travail, les rapports trimestriels et annuels et les comptes rendus des réunions à la commission qui transmet au Secrétariat Exécutif du CNEDD qui en assure le fonctionnement et le suivi-évaluation.

III.3.1 La Commission Technique du Programme d'Action National de lutte contre la Désertification et de Gestion des Ressources Naturelles:

Les activités programmées par la Commission Technique PAN/LCD-GRN entrent dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification et de Gestion des Ressources Naturelles (PAN/LCD-GRN). Dans le cadre de sa mission, la commission a :

- Permis la mobilisation des moyens nécessaires à son fonctionnement notamment auprès de la Coopération italienne à travers le FIDA; l'UNSO le CILSS et le PNUD. Ces fonds ont permis surtout la préparation et la tenue du Forum de validation du PAN/LCD-GRN ;
- coordonné et supervisé le processus PAN/LCD-GRN;
- veillé à la formulation de trois dossiers de projets pilotes concernant les régions de Diffa, Maradi et la Communauté Urbaine de Niamey. Ces projets devaient servir au lancement officiel de la mise en œuvre du PAN/LCD-GRN;
- veillé à la formulation de trois grands dossiers de projets dans les domaines du reboisement, de l'aménagement des bassins versants du Fleuve Niger et de l'aménagement et de la confection des grands barrages;
- veillé à l'élaboration et à la signature du Document d'Appui au PNEDD (DAP/PNEDD) pour la mise en œuvre du PAN/LCD-GRN entre le Gouvernement du Niger et le PNUD en juin 1999;
- coordonné et suivi les opérations pilotes de lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles sur le terrain à travers le DAP/PNEDD;
- veillé à l'élaboration et au suivi du dossier "projet d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du PAN / LCD-GRN 1999 - 2000";
- permis la désignation de l'Italie comme Chef de file des partenaires de coopération devant coordonner et harmoniser leur implication dans la mise en œuvre de la CCD;
- coordonné et harmonisé l'élaboration du premier et deuxième rapport national sur la mise en œuvre de la CCD;
- élaboré le document sur le processus PNEDD, PAN / LCD - GRN intitulé : "le Niger et le défi de la désertification";

III.3.2 La Commission Technique sur la Diversité Biologique

La commission a élaboré et fait adopter la Stratégie Nationale et le Plan d'action en matière de diversité biologique. Cette stratégie et le plan d'action ont été élaborés de manière participative à travers un cadre opérationnel de travail qui est la commission technique dont le Secrétariat technique a servi de cadre de planification de toutes les activités entreprises.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action, un certain nombre de dossiers de projets ont été élaborés et soumis aux partenaires de coopération pour financement comme par exemple le projet Ecosystèmes Protégés en Afrique Sahélienne qui intervient dans la zone du Parc du W.

III.3.3 La commission sur les Changements et Variabilités Climatiques

La commission a élaboré la première communication nationale sur les changements climatiques qui a été présentée à la 6^{ème} Conférence des Parties. Aussi, plusieurs ateliers d'information et de sensibilisation ont été également organisés à l'endroit de tous les partenaires nationaux surtout ceux du niveau central. Elle s'attèle à l'élaboration de la seconde communication nationale.

III.3.4 La Commission Technique sur l'Eau et le Développement Durable

Cette commission n'a pas encore été créée. En principe elle doit remplacer le Comité permanent sous l'égide duquel le Schéma Directeur de Mise en Valeur et de Gestion des Ressources en Eau a été élaboré. Ce Schéma qui constitue la pierre angulaire du Programme Eau et Développement Durable, a donné naissance à la politique nationale sur l'eau et l'assainissement qui a fait l'objet d'une table ronde des bailleurs en 2001.

III.3.5 La Commission Technique sur la Stratégie d'Environnement Urbain et Cadre de Vie

Le CNEDD a, à travers le Comité chargé d'élaborer la stratégie d'environnement urbain, élaboré et validé au cours d'un atelier national en septembre 2001, la stratégie et le plan d'action en matière d'environnement urbain.

III.3.6 La Commission Technique sur l'Energie et le Développement Durable

L'arrêté N°0018/PM/SE/CNEDD du 25 avril 2002 portant création, composition et attribution de cette commission a été signé par le Premier Ministre. Cependant, en attendant la signature de cet arrêté, un groupe de travail a été mis en place et s'est occupé de la réalisation des études et de l'élaboration des TDR relatifs au Programme.

III.3.7 La commission sur le financement du PNEDD

Dans le cadre de sa mission qui consiste à appuyer le Secrétariat Exécutif du CNEDD à élaborer la politique nationale en matière de financement des programmes et projets définis dans le PNEDD, la commission a mis en place un groupe de travail devant réfléchir sur le type de fonds à créer pour le financement des actions environnementales, son statut et les textes législatifs qui doivent le régir.

Les acquis de ce groupe ont été pris en compte lors de l'élaboration du document FNE par un consultant international. Ce document qui propose la création d'une Agence Nigérienne pour le Financement de l'Environnement, a été validé lors d'un atelier tenu en octobre 2000.

III. 3 Forces et faiblesses du mécanisme de coordination

Il s'agit essentiellement d'apprécier les activités menées par les structures de coordination (CNEDD et CREDD) et de tirer les forces et faiblesses enregistrées.

III.3.1 Au niveau national (CNEDD)

III.3.1.1 Les forces

❖ *Au plan institutionnel :*

En plus de la création du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, il a été créé auprès de son Secrétariat Exécutif, des Commissions Techniques et des groupes de travail.

On peut noter aussi comme force, l'acceptation au niveau national du CNEDD comme étant la structure de coordination de toutes les activités en matière d'environnement et de développement durable.

❖ *Au plan politique :*

Le CNEDD est logé au du Cabinet du Premier Ministre et présidé par son Directeur. Ceci témoigne de la volonté politique au plus haut niveau et de la caution matérielle des autorités dans la lutte pour un développement durable.

❖ *Au plan des ressources :*

Le Secrétariat Exécutif du CNEDD est animé par une équipe pluridisciplinaire composée de hauts cadres expérimentés de l'administration publique.

La création d'un site internet pour le CNEDD facilitera sans nul doute la circulation de l'information en matière d'environnement et de développement durable entre tous les acteurs impliqués dans le processus.

La forte implication de la société civile concrétise la démarche participative du processus.

III.3.1.2 Les faiblesses

Tout comme les forces, les faiblesses seront analysées sur les plans institutionnel, politique, humain, matériel et financier.

❖ *Au plan institutionnel*

- ◆ L'insuffisance des moyens qui handicape le fonctionnement des commissions techniques et la mise en place des Conseils Départementaux;
- ◆ La timide la collaboration de certaines structures étatiques quand il s'agit d'intégration, d'harmonisation et de coordination (le sectarisme domine toujours).

❖ *Au plan politique*

L'instabilité politique qu'a connue le pays, ayant entraîné la forte mobilité des cadres, n'est pas de nature à assurer un suivi régulier des actions de coordination. L'insuffisance de la circulation de l'information et la formation en matière d'environnement et de développement durable au niveau de la classe politique.

❖ *Au plan des ressources*

Malgré les efforts déployés par l'Etat, les capacités nationales de mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines, restent insuffisantes au regard de l'ampleur de la mission assignée au CNEDD.

Il a été noté une faible capacité de mobilisation des ressources extérieures.

III.3.2 Au niveau régional (CREDD)

- ◆ Création des Conseils Régionaux ;
- ◆ Sur les huit Conseils, deux seulement ont été installés en 2001. Cependant, comme ces deux structures ne sont pas encore opérationnelles, il serait difficile de les apprécier.

III.4 Les propositions d'amélioration du mécanisme de coordination

Au regard des faiblesses constatées entravant le bon fonctionnement du mécanisme de coordination, les propositions d'amélioration suivantes méritent d'être prises en compte :

- ◆ le renforcement des capacités techniques, matérielles, financières et humaines ;
- ◆ la re dynamisation du groupe informel des partenaires pour une mobilisation des ressources additionnelles;
- ◆ l'accélération du processus de création et de mise en place de l'agence nigérienne pour le financement de l'environnement ;
- ◆ l'exploitation judicieuse et la mise à jour du site Internet du CNEDD;
- ◆ l'appui aux Conseils Régionaux créés et l'accélération du processus de mise en place de ceux restant à créer et leur opérationnnlisation ;
- ◆ doter les CREDD de moyens suffisants :

IV. LES QUESTIONS CRITIQUES

IV.1 Les questions critiques essentielles

IV.1.1 Question critique 1: la lutte contre la pauvreté dans la perspective du développement durable.

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel et complexe; c'est pourquoi, il est très difficile de lui donner une définition fixe et unique.

D'après l'état des liens actuels (diagnostics des groupes thématiques, rapports des institutions internationales, perception des populations), la pauvreté peut être définie comme la détérioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie des populations résultant principalement de :

- ◆ l'absence de croissance économique due au déséquilibre structurel permanent entre la croissance moyenne et faible du PIB et celle de la population ;
- ◆ l'absence du développement des acteurs et des facteurs productifs, notamment le blocage du développement rural qui tient lieu de moteur de l'économie, la dégradation des ressources naturelles et la modicité et le recul du crédit à l'économie ;

- ◆ le faible accès de la majorité de la population aux services sociaux de base ;
- ◆ des faibles des capacités humaines et institutionnelles et de capacités de gouvernance (ces faiblesses étant beaucoup plus importantes à la base au niveau des contrées locales, rurales et urbaines).

L'intensité de la pauvreté est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain comme l'indiquent les résultats de l'enquête Budget –Consommation réalisée en 199à et 1993 dans le cadre du PADEM (63% des nigériens vivent au niveau du seuil de pauvreté).

Tous les documents d'orientation de la politique économique et sociale élaborés ces dernières années au Niger mettent en évidence la place stratégique qu'occupe le secteur rural et l'environnement, considérés comme le levier de la croissance économique.

En effet, le développement rural constitue à n'en point douter la pierre angulaire des actions de lutte contre la pauvreté et d'impulsion d'une croissance durable. Le nouveau cadre stratégique (la SRP) en fait également un enjeu capital étant donné que la majorité des populations vivent en milieu rural.

Pour l'application de ces politiques, des mesures ont été prises et des actions concrètes ont été réalisées.

❖ *Actions nationales entreprises :*

Depuis plusieurs années, des réformes ont été réalisées et ont marqué l'évolution du secteur rural et de l'environnement.

Cependant, la question de relance du secteur rural demeure d'actualité en raison de la dégradation continue des ressources naturelles et d'un déséquilibre persistant entre une croissance démographique forte (plus de 3%) et un accroissement de production agricole faible et en dents de scie.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces réformes, plusieurs actions ont été entreprises parmi lesquelles on peut citer :

- ◆ L'élaboration du DSRP
- ◆ le développement et l'encouragement des initiatives basées sur une forte utilisation de la main d'œuvre;
- ◆ l'aménagement d'un environnement juridique et institutionnel pour faciliter le développement du monde rural;
- ◆ l'élaboration et l'exécution des programmes ciblés spécifiques à la promotion des initiatives privées, à la professionnalisation des activités privées et à l'appui des groupes les plus vulnérables (jeunes, femmes) ;
- ◆ l'élaboration et la mise en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Pauvreté.

❖ *Meilleures pratiques et les enseignements à retenir :*

- ◆ Développement d'une culture nouvelle en faveur des initiatives privées et la création d'emploi;

- ♦ développement et diversification des sources de revenus et des moyens de répartition équitable;
- ♦ changement de mentalité en faveur d'une auto promotion;
- ♦ instauration de la paix sociale et de l'unité nationale;
- ♦ considération de la pauvreté comme un facteur limitant le développement durable.

❖ *Principaux succès et échecs :*

La recherche de solutions au problème de pauvreté a permis à l'ensemble de la population d'être sensibilisé sur la gravité de la situation. En réaction à ce constat, diverses actions correctives ont été menées à travers une forte mobilisation des populations.

Toutefois, il faut dire que, de façon globale, l'impact des actions et mesures entreprises n'a pas été à la hauteur des attentes. Le manque d'efficacité de ces différentes interventions face à des besoins de plus en plus nombreux, l'insuffisance chronique des ressources publiques et à la suspension de l'assistance de plusieurs partenaires au développement sur une longue période font que les conditions de vie des populations se sont profondément dégradées.

❖ *Mesures d'améliorations prises ou programmées :*

Face à cette situation, le Gouvernement a adopté une démarche plus dynamique dans un cadre participatif impliquant l'Etat, les opérateurs publics et privés, les ONG, les associations communautaires et les partenaires au développement pour agir de façon coordonnée et réussir efficacement. Dans l'immédiat, pour matérialiser son engagement, le Gouvernement a décidé de concentrer ses interventions sur l'amélioration du volet économique et sur le renforcement des secteurs sociaux de base.

Pour une bonne conduite des actions futures dans une perspective de croissance économique durable, la stratégie à mettre en œuvre consistera à avoir une bonne connaissance de la nature et des déterminants de la pauvreté.

Aussi, le gouvernement s'engage, à travers la SRP, à tout mettre en œuvre pour consolider les acquis, poursuivre, renforcer et entreprendre des réformes indispensables à la croissance économique.

Dans cette optique, les autorités nigériennes ont pris attache avec les partenaires au développement pour coordonner les différentes initiatives susceptibles de réduire la pauvreté.

❖ *Suggestions principales :*

La pertinence et l'urgence des actions à entreprendre pour un développement durable imposent une lutte permanente contre la pauvreté. L'approche participative et transparente adoptée dans le cadre de l'élaboration du DSRP doit être poursuivie dans les processus de mobilisation des ressources, d'exécution des actions et d'évaluation permanente des résultats.

❖ *Suggestions sur les mesures à prendre par la Communauté Internationale*

Les mesures envisagées au plan national doivent être soutenues et accompagnées par la Communauté Internationale tant au niveau de l'expertise que du financement.

IV.1.2 Question critique 2 : l'éducation

L'article 36 de l'Agenda 21 stipule que « *l'éducation de base est le fondement d'une bonne compréhension des questions relatives à l'environnement et au développement* ».

C'est pourquoi il a été recommandé à tous les pays de prendre en compte cet aspect dans leurs plans nationaux pour un développement durable. Au Niger, ce volet a été pris en compte dans la composante « *information- éducation et communication* » du PNEDD.

❖ *Actions nationales entreprises :*

Parmi les actions entreprises, on peut citer :

- ◆ La mise en place d'un certain nombre de commissions techniques nationales rattachées au SE/CNEDD en vue d'élaborer les programmes prioritaires du PNEDD;
- ◆ l'adoption de la loi d'orientation n°98-12 du 1/6/98 sur le système éducatif qui a introduit des réformes et des innovations dans les curricula de l'enseignement;
- ◆ la création de 438 écoles primaires soit 10,43% de l'ensemble des établissements du cycle de base I du pays , la formation de 2589 maîtres soit 18,16% de l'effectif total du personnel enseignant , la formation de 108152 élèves soit 18,66% des effectifs des élèves du primaire et la mise en place de 58 équipes pédagogiques par le Programme de Formation, d'Information en Environnement ;
- ◆ l'introduction de l'éducation relative à l'environnement dans le système éducatif national conformément à la stratégie nationale de lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles à travers la création de la Cellule pour la Généralisation et la promotion de l'Éducation Environnementale;
- ◆ la réalisation des activités d'éducation et de formation à l'endroit du monde rural, des agents de développement.

❖ *Meilleures pratiques et enseignements à retenir :*

- ◆ La généralisation des activités d'éducation et de formation à l'endroit de tous les acteurs nationaux;
- ◆ forte implication des ONG et associations dans les questions de l'éducation du monde rural.

❖ *Principaux succès et échecs :*

- ◆ L'évolution du taux de scolarisation qui est passé de 14.90% en 1997 à 16.05% en 1999 (RNDH 1997, 1998, 1999);
- ◆ l'évolution du taux d'alphabétisation qui est passé de 16.6% en 1996 à 19,9% en 1999 (RNDH 2000);
- ◆ l'augmentation du nombre des centres de formation scolaire passé de 3111 en 1994/1995 à 4495 en 1999/2000 (RNDH 2000);
- ◆ l'inadéquation entre la politique de recrutement des formateurs et les besoins d'encadrement sur le terrain;
- ◆ la non prise en compte de l'environnement social et culturel des populations à former;

- ◆ la non valorisation du savoir-faire local et des traditions paysannes dont la conséquence est le faible intérêt manifesté par ces paysans face aux résultats des recherches et aux technologies vulgarisées;
- ◆ l'absence de synergie entre les institutions, d'où une duplication des activités entraînant une perte de temps, d'énergie et de moyens.

❖ *Mesures d'améliorations prises ou programmées :*

- ◆ L'élaboration d'un programme décennal développement de l'éducation 2002-2012 dont l'objectif principal est le rehaussement du taux de scolarisation (de 34 à 60%) et l'amélioration de la qualité de l'enseignement;
- ◆ l'adoption et la mise en œuvre d'une politique d'amélioration du taux de scolarisation de la jeune fille;
- ◆ la réalisation des actions visant à rehausser le taux d'alphabétisation.

❖ *Suggestions principales :*

- ◆ L'élaboration et l'adoption des textes réglementaires pour rendre opérationnelles les dispositions préconisées par la loi d'orientation du système éducatif ;
- ◆ l'accélération du processus de mise en œuvre du plan décennal de l'éducation.

❖ *Suggestion sur les mesures à prendre par la Communauté Internationale*

Soutenir financièrement les actions entreprises par le gouvernement et mettre à sa disposition des technologies adaptées aux réalités socio-économiques et culturelles des populations.

IV.1.3 Question critique3 : la sensibilisation du public

❖ *Actions nationales entreprises :*

- ◆ L'alphabétisation des populations;
- ◆ la création de bibliothèques villageoises en vue de faciliter la formation et la circulation de l'information ;
- ◆ l'information, la sensibilisation et la formation des élus, des autorités politiques, administratives, coutumières, des cadres techniques, de la population et de la société civile en matière d'environnement et de développement durable;
- ◆ la célébration des journées nationales et internationales relatives aux questions environnementales.

❖ *Meilleures pratiques et enseignements à retenir :*

- ◆ La généralisation de la composante IEC dans presque tous les projets et programmes de développement ;
- ◆ chaque projet ou programme coopère essentiellement avec les différentes institutions du Ministère de l'éducation Nationale sous forme de participation à l'expérimentation, à la formation (formateurs ou apprenants) et à la mise en application ;

- ◆ chaque projet ou programme bénéficie de l'appui technique conjoncturel, souvent sous forme de prestations de services, du Ministère chargé de l'environnement (Unité Technique d'Appui de la Direction de l'Environnement, services décentralisés) ;

❖ *Principaux succès et échecs :*

- ◆ La prise de conscience des populations sur les questions environnementales ;
- ◆ manque de synergie entre les différents projets et programmes dans la mise en œuvre de leurs actions de sensibilisation ;
- ◆ faible circulation de l'information et des échanges d'expériences entre les régions.

❖ *Mesures d'améliorations prises ou programmées :*

Il est prévu dans le PNEDD une composante IEC dont les objectifs sont:

- ◆ Assurer la pleine participation de tous les intervenant nationaux et internationaux dans la mise en œuvre du PNEDD;
- ◆ favoriser les changements d'attitude et comportement à l'égard des ressources et du milieu;
- ◆ informer l'ensemble des acteurs du contenu du PNEDD et des programmes qui le composent ;
- ◆ renforcer les actions en cours en matière d'éducation environnementale et les étendre à l'ensemble du territoire national, en intégrant le secteur non formel de l'éducation;
- ◆ développer des programmes de formation adaptés à l'intention des adultes.

❖ *Suggestions principales:*

- ◆ Mettre en œuvre la composante IEC contenu dans le PNEDD;
- ◆ appuyer les ONG et associations dans la mise en œuvre de leur programme d'information et de sensibilisation.

❖ *Suggestion sur les mesures à prendre par la Communauté Internationale*

- ◆ Appuyer l'Etat, les ONG et les associations dans la mise en œuvre de leurs programmes d'information et de sensibilisation.

IV.2 Questions critiques émergentes

IV.2.1 Question critique émergente 1 : la mondialisation

❖ les échanges commerciaux

Dans le domaine de la mondialisation, ce sont surtout les échanges commerciaux qui ont été retenus comme étant une préoccupation pour le Niger. Au niveau mondial, les échanges commerciaux sont régis par les dispositions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui est l'organisme international s'occupant des règles sur le commerce entre les pays.

Ainsi, les accords négociés et signés par les puissances commerciales du monde constituent les supports juridiques du système de l'OMC. L'objectif de ces contrats est de maintenir les politiques commerciales du monde dans les limites convenues et d'aider les producteurs de biens et de services, les exportateurs et les importateurs à exercer leurs activités dans un esprit de libres échanges, tout en évitant les effets secondaires indésirables par la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires.

Le système commercial de l'OMC repose notamment sur les principes d'un commerce non discriminatoire, de libéralisation du commerce et de promotion d'une concurrence loyale.

❖ Actions nationales entreprises :

Depuis quelques années, le commerce extérieur du Niger a été fortement libéralisé à travers notamment les réformes suivantes :

- ◆ l'adoption de la loi N°97-024 du 08 juillet 1997 portant programme de relance économique au Niger;
- ◆ l'adoption de l'ordonnance n°92-030 du 8 juillet 92 définissant les principes directeurs de la politique de développement au Niger;
- ◆ La suppression de la quasi-totalité des monopoles de commercialisation;
- ◆ la libéralisation de la commercialisation et des prix des produits agricoles;
- ◆ la libéralisation du commerce extérieur à travers la suppression des licences, des contingentements et des prohibitions;
- ◆ la suppression des droits de douanes à l'exportation;
- ◆ la mise en place des structures de financement et d'encadrement du secteur privé;
- ◆ l'aménagement d'un cadre législatif et réglementaire adapté à travers le nouveau code de commerce, les actes de l'OHADA, le nouveau code du travail, le code des investissements adopté;
- ◆ la mise en place et l'exécution de plusieurs programmes d'appui et de promotion du secteur privé dont ceux relatifs à la privatisation et à l'initiative privée.

Dans le cadre de l'approfondissement de ces mesures de portée nationale et de la résolution de leurs problèmes de développement les pays Ouest Africains de la zone franc ont

décidé d'intégrer leurs économies à travers une structure communautaire appelée Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

L'intégration économique concrétisée à travers un Programme d'Action Commun vise à insuffler une nouvelle dynamique à la croissance et aux échanges inter et extra communautaires à travers les actions suivantes:

- ◆ Le renforcement et la stabilité de l'économie,
- ◆ l'ouverture progressive sur les marchés mondiaux à travers un marché commun et un tarif extérieur commun;
- ◆ la libéralisation, la restructuration et la diversification des économies au moyen notamment de l'harmonisation des réglementations et la mise en œuvre de politiques sectorielles communes de développement.

❖ *Meilleures pratiques et enseignements à retenir :*

Dans le cadre du respect des engagements pris à travers les dispositions de l'OMC, la constitution d'un marché commun de plus de 60 millions de consommateurs constitue un atout important dans les relations de l'UEMOA avec le reste du monde.

Face à la prédominance des opérations informelles, l'obligation de domiciliation bancaire du commerce extérieur à partir d'un certain seuil (5 millions FCFA) est un acte permettant l'élargissement des données économiques au point de vue statistique.

A la faveur du contexte économique actuel caractérisé par la formation d'ensembles économiques puissants et la tendance à la globalisation de l'économie, le Niger est à encourager relativement pour son choix pour son intégration au sein de l'UEMOA, sous réserve de certaines difficultés auxquelles les entreprises sont confrontées.

❖ *Principaux succès et échecs*

La politique d'industrialisation axée principalement sur la transformation de la production locale et l'import substitution a marqué les premières années de l'indépendance du pays. Cette politique qui visait l'amélioration du solde de la balance commerciale, la création d'emplois et l'accroissement des revenus des populations prévoyait également des mesures d'incitation à l'investissement à travers un code des investissements bien élaboré.

Mais, ces efforts déployés n'ont pas été à la hauteur des espérances des bénéficiaires et de l'Etat, la situation n'ayant pas connu une amélioration significative à cause du déclin du secteur de l'uranium et des effets néfastes de la crise économique internationale.

Au plan du développement rural, le Niger a entrepris des actions pour la commercialisation et l'exportation des produits agricoles. Il en a fait également pour l'approvisionnement régulier des agriculteurs en intrants subventionnés dont la distribution est assurée par des organisations paysannes. Les opérateurs privés interviennent également en mettant en place des intrants à prix non subventionnés. Cette politique d'approvisionnement a l'avantage d'éviter la spéculation sur les intrants à travers la subvention et de disposer de produits de qualité.

Toutefois la mise en œuvre de cette politique de mise en place d'intrants subventionnés présente quelques inconvénients :

- ◆ Hésitation des opérateurs privés à constituer des stocks;
- ◆ risque de pénurie sur le marché intérieur lorsque les intrants subventionnés ne couvrent pas les besoins;
- ◆ perturbation des systèmes de financement et d'approvisionnement.

Par ailleurs, le marché domestique local est déprotégé et inondé par des produits frauduleux provenant en grande partie des pays de loin plus industrialisés et plus peuplés que le Niger. Ainsi, la proximité d'une économie nigériane plus compétitive n'est pas de nature à favoriser une structure productive mal préparée à la conquête des marchés extérieurs.

❖ *Mesures d'amélioration prises ou programmées :*

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du développement rural, il est souhaitable de rétrocéder les intrants subventionnés aux opérateurs privés exerçant dans la filière et d'adopter des mesures fiscales favorables aux opérations et aux différents acteurs.

La domiciliation bancaire des opérations de commerce extérieur à partir d'un certain seuil constitue l'une des mesures récemment prises pour l'amélioration de la situation au Niger. Plusieurs mesures actuellement en chantier sont envisagées dont la poursuite de la révision des textes législatifs et réglementaires.

❖ *Suggestions principales :*

La mise en place d'un circuit cohérent d'approvisionnement en intrants ;

Le libre échange et les politiques commerciales ont un effet certain sur l'environnement compte tenu de la modification du volume et la répartition géographique des activités de production : industrialisation et développement des activités économiques, facteurs de pollution.

La libéralisation des échanges peut, dans l'absolu entraîner une production accrue des biens et services avec comme conséquence la dégradation environnementale (utilisation à grande échelle des biens et services susceptibles d'altérer l'environnement).

Il est impératif que les effets néfastes sur l'environnement soient pris en compte même dans le libre échange.

❖ *Suggestions sur les mesures à prendre par la communauté internationale :*

Au plan du développement rural, les plans et programmes nationaux doivent bénéficier de ressources financières, matérielles et humaines tout en mettant l'accent sur la sensibilisation, l'éducation et la formation du public avec l'implication de tous les acteurs.

Dans le cadre d'un développement durable, la libéralisation du commerce international doit prendre en compte la problématique de la protection de l'environnement. Aussi, il y a lieu de poursuivre et d'approfondir les réflexions pour l'analyse des rapports entre les deux volets. Les pays du Sud étant moins émetteurs de Gaz à Effet de Serre, il est souhaitable que les partenaires du Nord octroient des appuis conséquents pour la création d'unités de substitution moins polluantes.

V.2.2 Question critique émergente 2 : Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

L'information, l'éducation, la sensibilisation et la communication sont vitales dans les activités socioéconomiques des populations. De même, le maintien de l'équilibre environnemental nécessite une formation et une sensibilisation continue du public à travers les systèmes de communication. A côté des canaux traditionnels, les radios et les télévisions ont été adoptées à des fins de développement par la communauté mondiale.

De même, la communication est considérée comme la base du développement, puisqu'elle permet le rapprochement, le contact et la mise en relation des populations en même temps qu'elle les libère de leur isolement et favorise ainsi leur intégration et leur participation dans le cadre du développement durable et joue aussi un rôle décisif dans la promotion du développement social, culturel et économique d'un pays.

C'est pourquoi, les Nouvelles Technologies de l'Information et la Communication (NTIC) ont été adoptées pour faire participer toutes les couches sociales surtout les plus défavorisées de la planète dans le processus de développement durable.

❖ Actions nationales entreprises :

- ◆ Mise en œuvre d'un programme d'information de formation et sensibilisation, se situant ainsi dans la ligne des NTIC;
- ◆ élaboration d'un projet de politique nationale de communication pour le développement ;
- ◆ création d'une cellule de communication gouvernementale ;
- ◆ développement par le Comité de Pilotage des Radios de Proximité (CPRP) d'un système de communication avec le monde rural par l'installation des radios communautaires dans le cadre du programme RURANET (Radio Rurale et Internet) ;
- ◆ existence d'un site web.

❖ Principaux succès et échecs :

- ◆ L'installation progressive des radios communautaires de proximité;
- ◆ l'insuffisance de l'information et la formation en matière d'environnement et de développement durable à tous les niveaux (autorités administratives, politiques et traditionnelles, services techniques, société civile, jeunesse, etc.);
- ◆ la non circulation de l'information tant au niveau horizontal qu'au niveau vertical, c'est-à-dire la rétention de l'information entre les différentes structures elles-mêmes et entre les différents niveaux de la hiérarchie;
- ◆ les méthodes d'Information, d'Education et de Communication (IEC) utilisées jusqu'à ce jour sont de type traditionnel ne favorisant pas ainsi l'intégration des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

❖ *Suggestions principales :*

- L'établissement d'un réseau d'information adéquat doté en matériel et en personnel afin de faciliter les échanges d'informations entre les institutions participantes au niveau national;
- L'accélération du processus d'adoption de la politique nationale de communication pour le développement ;
- l'amélioration des moyens nationaux de recherche ainsi que la collecte, le traitement, l'échange et l'analyse d'information, afin de mieux comprendre les phénomènes environnementaux et de mettre en pratique les résultats des analyses;
- la formation de tous les acteurs à l'usage du matériel informatique;
- la sensibilisation des autorités sur l'importance des NTIC;
- la création d'un réseau d'échange et d'information à l'échelle nationale et internationale.

❖ *Suggestions sur les mesures à prendre par la communauté internationale*

Les partenaires de coopération doivent accompagner le Niger dans sa politique nationale de communication pour le développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable, 1998
- Plan Décennal de l'Education, 2000-2010
- Programme d'Action National en matière de lutte Contre la Désertification et de Gestion des Ressources Naturelles, 2000
- Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, 2^{ème} draft
- Schéma Directeur de Mise en Valeur des Ressources en Eau, 1993
- Rapport de Synthèse de l'Atelier National de Validation du Rôle et place des différents partenaires dans le cadre du processus PNEDD, 1997

- Rapports d'Activités du SE/CNEDD, 1997; 1998; 1999; 2000
- Rapport National sur l'indice Humain de Développement, 2000
- Stratégie Nationale et Plan d'Actions sur la Diversité Biologique
- Communication Nationale sur les Changements Climatiques
- Programme Décennal de Développement de l'Education
- Plan de Développement Economique et Social
- Décret portant Création et Attributions du CNEDD